

## Chapitre 3: Le prêt à intérêt ou la concentration insoutenable des richesses

Dans le précédent chapitre nous avons envisagé, sous forme de fiction, d'expliquer pourquoi un État comme la France était à la dérive. L'explication ou l'hypothèse principale est qu'un groupe agit depuis des siècles dans l'ombre pour arriver à prendre le contrôle du pays et du monde entier. Dans ce chapitre, nous basculons dans la réalité la plus factuelle qui soit. Même si cela va vous étonner, ce qui est énoncé dans ce chapitre décrit le fonctionnement de la monnaie en Europe, en Occident et dans la plupart des pays du monde.

A quoi sert la monnaie? Son but initial est de favoriser les échanges commerciaux. Sans la monnaie il faut passer par le troc. Un fermier va échanger avec un artisan une vache contre des jarres en terre cuite. Mais si l'artisan ne souhaite pas de bêtes, mais plutôt des outils, il va falloir trouver un tiers qui veuille une vache, et, contre ses outils. On passe ainsi à un commerce triangulaire. Pour rester à un échange entre deux parties, on utilise de la monnaie qui est une valeur de référence, et qui pourra être utilisée lors d'autres échanges avec d'autres parties. Donc une monnaie est une valeur de référence qui permet de faire des échanges. Plus il y a d'échanges, plus la monnaie circule. Et pour pouvoir augmenter les échanges, il faut plus de monnaie en circulation. Les principales problématiques autour de la monnaie sont donc d'une part d'en avoir suffisamment pour effectuer tous les échanges voulus et d'autre part ne pas en avoir en excès pour qu'elle reste une référence stable. Il faut ainsi comprendre que si les échanges diminuent, pour que la valeur de la monnaie reste stable, il est nécessaire qu'il y en ait moins en circulation. Et s'il y a moins de monnaie en circulation, les échanges vont diminuer. Il y a donc tout un art pour permettre les échanges. Et comme nous sommes de plus en plus spécialisés, nous sommes entièrement dépendants des échanges pour survivre et vivre. Ainsi la problématique des échanges, et donc la problématique de la monnaie est quelque chose de central et stratégique pour le bon déroulement de la vie communautaire. Lorsqu'il y a une révolution technique, cela peut entraîner de nouveaux échanges: des produits apparaissent et les gens veulent se les procurer. Si la population d'une zone monétaire augmente, les échanges vont augmenter. Ainsi, la monnaie de référence, basée sur la rareté des métaux comme l'or ou l'argent, ne permet pas de suivre l'accroissement des échanges. L'empire romain avait ainsi progressivement réduit la proportion d'or dans chacune de ses pièces pour pouvoir subvenir à ses besoins de monnaie.

Maintenant qu'appelle t-on le prêt à intérêt?

C'est le fait de prêter de l'argent contre l'engagement de restituer l'argent emprunté avec un supplément à une date convenue.

D'abord, qui prête de l'argent? celui qui en a (on verra que ce n'est plus le cas maintenant) et qui n'en a pas besoin le temps du prêt. Mais en terme d'échange, c'est celui qui a une capacité à procéder à un échange et qui ne l'utilise pas. Donc, garder de l'argent, c'est un frein aux échanges dans la communauté. Il serait ainsi logique d'encourager les gens à ne pas en accumuler. Ou, dit autrement, il serait de bon sens de les dissuader d'en garder.

Ensuite, pourquoi un intérêt? Il est avancé que le prêteur prend un risque. En effet, il y a le risque que l'emprunteur n'arrive pas à rembourser. Il est important de noter qu'une des causes possible de cet échec est que beaucoup de gens accumulent leur argent et donc qu'il n'est pas disponible pour les échanges des autres. Donc une partie du risque réside dans le fait même de refuser de prêter et donc de garder des réserves non circulantes. Autrement dit, plus les prêteurs vous exigent de contreparties, plus il sera difficile de les rembourser. Il faut aussi tenir compte du fait que le prêteur, n'a pas besoin de cet argent. Donc le risque pour le prêteur dans tous les cas n'est pas très grave. Alors que peut-être, l'emprunteur, lui, a besoin d'échanger, a besoin de manger. Ensuite, il y a le fait que le prêteur, en général, demande une garantie. Donc, le seul risque qu'il prend est qu'il ait mal évalué la garantie. Enfin, dans l'intérêt, il est associé une durée. Cela met une contrainte supplémentaire qui augmente le risque. En effet, l'emprunteur peut avoir un imprévu qui l'empêche de rembourser à temps, alors qu'il aurait très bien pu le faire un peu plus tard. Plus le temps passe, et plus il y a de chance que l'emprunteur finisse par réussir à rembourser de la somme initiale. Or l'intérêt, est associé au temps et la valeur due est exponentielle. Ainsi, plus on met du temps à rembourser, plus il y a de monnaie à fournir, et plus il est dur de rembourser. Encore une fois, la justification de l'intérêt mélange cause et effet. Le prêt à intérêt crée le risque. Et au contraire, sans intérêts, on peut prêter à quelqu'un sur une longue durée, avec éventuellement une garantie, sans prendre de risque.

Pour finir, conserver de l'argent n'est pas neutre. Si c'est de l'argent physique, il faut un coffre, le compter, le transporter. Il y a le risque de le perdre, de se le faire voler, de l'abîmer. Même si c'est de l'argent scriptural (inscrit sur un registre de compte), il faut payer, le teneur du registre, ces erreurs, ses protections, sa sécurité, des outils fiables.

Ainsi, quelqu'un qui se contente d'accumuler de l'argent subit de l'usure naturelle dans le sens d'une perte inévitable. On constate l'inversion totale de sens du mot usure, employé aussi pour désigner le prêt à intérêt. En effet, l'argent devrait se déprécier avec le temps de son non utilisation, alors qu'en fait, l'usure ou le prêt à intérêt rémunère le fait d'avoir de l'argent.

Pour Saint Thomas d'Aquin, un philosophe chrétien du moyen-âge, "recevoir un intérêt pour l'usage de l'argent prêté est de soi injuste, car c'est faire payer ce qui n'existe pas...", car l'emprunteur n'altère pas la valeur de l'argent en l'utilisant. Il peut donc le rendre à l'identique. Il semble que Saint Thomas d'Aquin considère que la restitution de l'argent soit systématique, au même titre que lorsqu'on achète son pain, l'un donne le pain, l'autre l'argent. Dans le prêt d'argent, les deux parties

doivent donner la même quantité d'argent. Si l'emprunteur ne rend pas, il est fraudeur. Et c'est une problématique de contentieux qui peut être réglée par des institutions publiques. Faire payer tous les clients pour l'éventualité d'un fraudeur est une problématique d'assurance, non de rémunération de l'argent.

Maintenant que nous avons étudié d'un point de vue technique et rationnelle l'aberration de ce qu'il se passe dans un prêt à intérêt, voyons les significations éthiques ou morales. Un échange a lieu lorsque les deux parties y trouvent leur compte. On échange normalement deux choses de même valeur. Or, un prêt avec intérêt, c'est demander plus et de manière inélégante: plus tu tarderas, plus cela te coûtera. Ainsi prêter avec intérêt, c'est utiliser la position de possédant pour avoir plus. A la fin de l'échange, le prêteur aura plus qu'avant. Et il peut recommencer à plus grande échelle ensuite. Car le taux d'intérêt assure une croissance exponentielle. Plus le temps s'allonge, plus les gains augmentent vite. Ainsi 1000\$ investis en usure à 3% donne un gain de 30\$ au bout d'un an, de 344\$ au bout de 10 ans et de 18219\$ au bout de 100 ans. Soit 560\$ la dernière année.

Si une famille a mis à l'usure 1 gramme d'or en l'an 1, elle en a pour plus de 6 millions de tonnes en l'an 1000. Et en l'an 2164 sa richesse en or dépasse le poids de la Terre. C'est ça une progression exponentielle. De plus en plus mais toujours encore plus dans chaque plus. Vous pouvez objecter que cela ne marche pas comme ça parce que l'or ne se trouve qu'en petite quantité sur Terre. C'est vrai. Et la famille usurière, demandera ensuite alors en intérêt du métal argent, puis les autres métaux. Quand elle les aura tous en sa possession, elle demandera du bois, puis de l'eau, puis de la terre... et elle aura en sa possession toute la Terre en l'an 2164.

De plus, que devient la stabilité de la référence monétaire? Une valeur donnée, quelques temps plus tard est réhaussée de son intérêt, donc elle change. La référence n'est plus la référence. Pratiquer l'usure n'est pas un facteur de stabilité monétaire. Et donc d'équité dans les échanges. Cela provoque des écarts, des anomalies dans l'équilibre des différents cours en place. Ces instabilités sont propices à la spéculation... et aux crises.

Dans une communauté sage ou saine, c'est-à-dire qui utilise sa raison dans un cadre moral, on ne favorise pas celui qui freine les échanges des autres, on ne favorise pas celui qui fait payer aux autres les frais et le développement de sa richesse. Dans cette société sage, si trop de richesses sont accumulées, il est envisagé de pénaliser leur non circulation qui freine les échanges de ceux qui en ont besoin. Dans cette société sage, prêter à quelqu'un sans intérêt est une opportunité de conserver la valeur de son argent. Oui, quelqu'un promet qu'il rendra à l'identique plus tard. Il n'a pas besoin de frais de conservation, et les pénalités de restriction d'échange ne s'appliquent pas. Ainsi, quelle société peut se prétendre saine si elle pratique le taux d'intérêt? Sauf éventuellement à la marge, pour faire l'expérience des difficultés que cela entraînent.

Nous avons donc vu, qu'avec le prêt à intérêt, on peut s'acheter la Terre entière en 2164 ans avec un taux d'usure à 3% en ayant une valeur productive réelle d'un seul gramme.

Cette perspective est trop alléchante pour être jugée comme insoutenable à long terme ou immorale par l'usurier. Il a à disposition un outil avec un gain exponentiel. Qui aurait la sagesse d'y renoncer? En fait, une fois que l'usurier a compris la puissance de son outil, sa préoccupation n'est pas morale, mais plutôt de savoir comment il peut en profiter au maximum. Ainsi sa préoccupation principale est d'accroître ses possibilités de faire des prêts. Car, à un certain moment, il tombe sur certaines limites, comme un concurrent qui propose le même service, ou bien la limitation de la quantité des réserves de monnaie. Il est en effet inévitable, qu'à un moment donné, tout l'or ou la monnaie disponible est prêté. Il faut donc trouver des solutions pour continuer à prêter sans revenir au troc, car dans ce cas, l'intermédiaire qu'est l'usurier ne sert à rien. En fait, un usurier en situation de domination de son marché ou en monopole, remarque que l'or qu'il prête à quelqu'un est ensuite échangé avec un autre qui vient le déposer dans une banque qui se trouve aussi appartenir à l'usurier. L'argent part d'un point pour revenir au même endroit. Être en monopole donne l'extraordinaire possibilité que la valeur de référence, comme l'or, ne se tarit jamais. On pourra toujours en prêter puisqu'il revient au même endroit. Il devient stratégique d'avoir un monopole. Ce peut aussi être un monopole déguisé, les différents acteurs du marché sont de mèche et forment en fait ce que l'on appelle un cartel.

Je suis désolé, mais je dois vous annoncer que le problème ne s'arrête pas là. Mais c'est prévisible, car l'usure repose sur une justification fallacieuse. Une personne qui trouve normal de profiter de sa position de possédant envers quelqu'un dans le besoin pour lui demander plus que ce qu'il lui a prêté ne fonde pas son action sur l'honnêteté. Il est plus sensible à l'opportunité que cela va lui procurer plutôt qu'à l'injustice que va subir l'emprunteur. Et quand cette personne égoïste et opportuniste aura l'occasion dans d'autres circonstances de profiter des autres, elle le fera. Il a semblé en effet que le rendement de l'usure n'était pas suffisant pour ses bénéficiaires. On peut imaginer diverses raisons, comme le fait de devoir sous-traiter ou employer du personnel pour une partie de la gestion de ses actifs, payer des personnes pour en forcer d'autres à payer, affaiblir les principes moraux pour qu'on ne considère pas l'usure comme une faute morale, changer le sens des mots pour qu'on ne fasse pas le lien avec l'interdit religieux. En effet maintenant le prêt avec intérêt n'est plus considéré comme de l'usure, seul un taux excessif l'est. Pourtant, quelque soit le taux, vous pouvez obtenir toute la Terre. Il a fallu faire passer des lois qui permettent que cette amoralité continue, et faire des constitutions pour que l'on ne puisse pas supprimer ces lois. Par exemple dans l'Union Européenne, il faut que la totalité des pays se mette d'accord pour changer le fait que les États doivent emprunter à des tiers et non à leur banque, ou, qu'ils ne contrôlent pas leur banque. Il faut aussi payer des sophistes pour évangéliser les enseignants, les étudiants et les foules. Il faut acheter des médias pour donner la parole à ces sophistes et pas aux opposants moralisateurs. Le business de l'usure a en effet des coûts importants qu'il faut financer. Mais il ne faut aussi surtout pas oublier, outre les frais, il y a l'avidité. Le désir d'avoir n'est jamais assouvi, il faut toujours plus pour espérer la satisfaction. Sans oublier le désir de dominer l'autre, de se sentir supérieur. Il ne

peut pas résister à l'opportunité de se faire encore plus d'argent même si pour cela il doit faire quelque chose d'immoral, cela n'a pas de poids à côté de la valeur de l'argent. L'usure repose à l'origine sur le fait de posséder quelque chose (de l'or) qui ne sert pas et d'en retirer un profit. L'étape suivante a été de procéder à tirer des profits de ce dont les autres ne se servent pas. Pour cela, il faut récupérer l'argent des autres qui ne sert pas. C'est la création de la banque de dépôts. Et en fait, c'est assez facile. Car, comme nous l'évoquions précédemment, conserver des liquidités a un coût. On peut perdre l'argent, se le faire voler, l'abîmer, on doit allouer un endroit pour le stocker... Donc le travail du dépositaire est d'expliquer le contraire de ce que raconte l'usurier, à savoir qu'on prend un risque en gardant son argent pour soi, chez soi. Là où il y a encore un problème avec l'éthique, c'est que le dépositaire est aussi un usurier, autrement dit, un banquier. Il tient un discours contradictoire variant selon le client qu'il a en face de lui. A un déposant, il explique qu'il y a des risques et du travail à garder son argent et donc il lui applique des frais de tenue de compte. A un emprunteur, il justifie son intérêt par les risques que lui prend, et qu'il y a d'autres opportunités ailleurs. Mais que se passe-t-il dans les faits? Une fois que suffisamment de personnes utilisent ses services, il se trouve que l'argent qu'il prête à certains clients, ceux qui empruntent, est ensuite échangé par des transactions commerciales ou immobilières. De sorte que l'argent prêté se retrouve au moins en partie, dans les mains de personnes qui déposent dans sa banque. Ainsi l'argent, à peine sorti, rentre immédiatement. L'emprunteur paie des intérêts mais l'argent est toujours à la banque. On peut ainsi prêter beaucoup d'argent, récupérer beaucoup d'intérêts, sans même que le banquier n'ait eu à prêter ses capitaux. Oui, si l'argent qui appartient et à disposition des déposants est donné à l'emprunteur et immédiatement récupéré après que l'emprunteur ait fait sa transaction qui nécessitait un emprunt, on le remet ainsi, quelques temps après, là où il avait été pris, ni vu, ni connu des clients. Le banquier peut même se permettre de mettre à profit ses propres réserves ailleurs. Il peut acheter des terres, des châteaux, des industries, des grands crus ... qui vont à leur tour rapporter des intérêts en plus des intérêts des prêts. Ceci est un extraordinaire tour d'illusionniste qui rapporte gros. Mais le banquier ment par omission à ses clients. L'emprunteur n'a pas conscience qu'il paie des intérêts sur un argent fictif et le déposant n'est pas conscient que des risques supplémentaires sont pris à ses dépôts sans contrepartie, sans information et sans savoir que le banquier gagne beaucoup d'argent sur son dos. Il est aussi important de se rappeler que cette culbute financière repose sur le mensonge initial du prêt à intérêt, à savoir qu'il est nécessaire de rémunérer le risque de l'argent prêté par un taux d'intérêt. En effet le pactol vient du fait qu'un agent économique récupère les intérêts sur l'argent de tous les déposants. Mais si l'argent par lui-même ne rapportait pas de l'argent, il n'y aurait pas l'effet multiplicateur sur l'ensemble de l'argent des déposants. Zéro que multiplie un grand nombre reste toujours zéro. On passe d'une arnaque à une super arnaque. L'arnaque, c'est de prêter avec intérêts, la super arnaque, c'est de toucher des intérêts en prêtant l'argent des autres. En supprimant le taux d'intérêt, vous supprimer l'arnaque et la super arnaque ne peut avoir lieu. En fait cette pratique (super arnaque) est risquée pour plusieurs raisons.

D'abord si les clients étaient conscients du subterfuge de la banque, ils ne seraient pas d'accord, ils pourraient retirer leurs fonds. Ensuite, si plusieurs déposants retirent leur argent sans qu'il retourne d'une manière ou d'une autre à la banque, la banque n'aura pas assez de fonds pour rembourser les déposants. En effet le même argent a été prêté plusieurs fois, donc le même argent a été compté comme dépôts plusieurs fois. Mais il ne peut être retiré physiquement qu'une fois. Pour palier à l'événement d'un retrait de dépôt significatif, le banquier devra alors puiser dans ses propres fonds. En a-t-il suffisamment, et disponible? Il devra alors emprunter à quelqu'un qui voudra bien lui prêter. Et deviendra une victime du système. De prédateur il deviendrait une proie. Ce qui est inacceptable pour un prédateur. Donc le banquier va tout faire pour éviter cette situation. Donc pour prospérer sur son immoralité, le banquier doit se prémunir contre la fuite de ses clients déposants. La solution est de se placer en situation de monopole. Ainsi les clients n'ont pas d'autre choix que de déposer leur argent dans un seul établissement. Mais la meilleure solution, pour le banquier, est celle du quasi-monopole, où les banquiers, en apparence indépendants, s'entendent pour fonctionner tous sur le même principe d'immoralité et que les parts de marché restent stables. Les banques se réunissent ainsi en cartel. Un petit groupe s'enrichit à l'insu et sur le dos de la masse. Mais ce business juteux est profondément amoral, et ses pratiquants sont de plus en plus puissants surtout depuis qu'ils se sont regroupés. Pendant des siècles la morale et l'autorité religieuse ont banni le prêt à intérêt. Une loi pourrait très bien surgir et interdire cette pratique. Il est donc important, pour la survie du cartel bancaire, d'inscrire la validité de l'intérêt dans la loi et d'expliquer que ce qui est moral est de respecter la loi. Mais pour cela, une adaptation est nécessaire, en effet, on ne peut pas inscrire le droit à quelqu'un de gagner de l'argent avec l'argent des autres, car l'immoralité est trop visible dans ce cas. La pratique des banquiers reposait sur l'illusion qu'ils disposaient de l'argent qu'ils prêtent. Dans les faits, ils prêtaient l'argent des déposants et le récupéraient lorsque d'autres déposants recevaient cet argent. La légalisation consiste donc à permettre de prêter de l'argent sans utiliser le sien ni celui des autres. Les banquiers ont ainsi réussi à obtenir le droit de créer de l'argent à partir de rien. C'est le droit de création monétaire. Ce qui a été possible avec l'utilisation de l'argent papier, ou monnaie scripturale. La valeur de la monnaie est inscrite sur un papier et garantie par la banque. La collectivité a ainsi donné le droit à un groupe d'individu de créer et détruire de l'argent selon ses règles. C'est un pouvoir colossal. Plus besoin de fournir une valeur ajoutée en participant à un échange. Le banquier crée l'argent par simple décision. On a du mal à croire que ce droit puisse être donné, de surcroît à des individus vénaux. Mon opinion est que ce droit, ou plutôt ce privilège, révèle une ignorance ou une amoralité avancée de la communauté et de ses dirigeants qui légalisent cette pratique. Cela révèle aussi la puissance déjà acquise par la banque pour qu'elle réussisse à obtenir ce privilège. L'escroc est devenu tellement fort qu'il obtient la légalisation de sa pratique. C'est la porte d'entrée pour la mise en place de la loi du plus fort dans toute la société. Mais les choses sont un peu plus dissimulées que ce que j'expose. En effet, le cartel bancaire respecte certaines règles pour que le

Le système ne crée pas de l'argent trop vite, et que cela reste opaque du grand public. En effet tout argent créé doit être détruit ultérieurement. La création de monnaie n'est là que pour formaliser le paiement des intérêts, qui est la véritable source de revenu du banquier. Quand l'argent créé ne rapporte plus ses intérêts, il doit être détruit. Cette règle permet de continuer au banquier de fonctionner comme avant, lorsqu'il utilisait les dépôts de ses clients pour prêter de l'argent, sauf que dès lors, pour ne pas impliquer ses clients ni leur mentir, il a le droit de créer cet argent pour le prêter. Lorsque l'emprunteur rembourse le prêt, l'argent créée n'a plus d'utilité donc elle doit être absolument détruit, sinon il y aurait trop d'argent qui serait créée, l'inflation exploserait et le droit de création monétaire accordé serait retiré. Mais le banquier a gagné des intérêts sur le temps de création temporaire de l'argent. Et ces intérêts restent définitivement dans sa poche car ils ne sont pas détruits. Donc le banquier a maintenant le droit, indirectement, de créer de l'argent pour lui-même. Une autre règle est que le banquier ne peut créer de l'argent qu'en proportion de ses propres avoirs. Ainsi, si des pertes sont à déplorer, le banquier est tenu de puiser dans ses réserves, ce qui préserve le système. On peut donc créer beaucoup si on est déjà très riche. Une autre règle pour créer de l'argent est d'avoir l'engagement d'un acteur économique d'un remboursement ou d'un versement d'intérêt, comme un dividende pour une action. Cela implique que si un engagement est annulé, l'argent correspondant qui a été créé doit être détruit. C'est la règle d'or du banquier pour préserver la poule aux oeufs d'or. A tout argent créé doit correspondre une promesse valide de restitution. Ce sont les colonnes passifs et actifs de leurs bilans. "La banque a le bénéfice des intérêts de toutes les monnaies qu'elle crée à partir de rien." disait William Paterson, fondateur de la Banque d'Angleterre en 1694, première banque du type amoral et légal.

Nous en sommes ainsi arrivés à une situation où un groupe restreint d'individus peut, en toute légalité, prospérer sur le dos des autres. On pourrait croire que ce groupe se contenterait de vivre dans l'opulence et de se satisfaire de ce rapport de force très en sa faveur. Hélas, non, ce ne fut pas suffisant. On revient au problème initial, d'une pratique amoralisée menée au niveau décisionnaire par des individus amoraux qui sont indifférents à ce qu'ils font subir aux autres. L'étape suivante est de constater que l'État, s'il a aussi le pouvoir de création monétaire, est un concurrent. En effet, l'État est le garant du bon fonctionnement de l'économie et doit pouvoir subvenir à toute dépense exceptionnelle. Pour cela il doit s'assurer qu'il y a suffisamment de monnaie en circulation, et donc en créer, et, si besoin, la réduire. Mais il s'avère alors que l'argent émis par l'État sert dans l'économie et s'échange sans limitation de durée. Or l'argent créé par les banquiers est détruit lors du remboursement du crédit. Pour avoir une quantité d'échange constante, il faut que l'argent qui est détruit par le remboursement d'un crédit soit compensé par la création d'un nouveau crédit. Ainsi, à masse monétaire constante, on doit avoir recours au crédit en permanence, et donc verser à la banque un intérêt permanent. Or l'argent créé par l'État ne suit pas ce cycle de création et destruction générateur d'intérêt pour la banque. L'État ainsi génère un manque à gagner important pour la banque. L'argent qu'il crée ne génère pas d'intérêt à la banque. Le but de la banque

est que la totalité de la création de la monnaie soit sous son contrôle, pour avoir le plus possible d'opportunité de ponctionner des intérêts. Ainsi après avoir obtenu le droit de création monétaire, la banque s'est donné comme objectif d'obtenir le droit exclusif de création monétaire. Ce qui signifie que toute l'économie est taxé par la banque. En effet, même si vous posséder de l'argent et n'avez pas de dette, l'argent que vous avez correspond à une dette que quelqu'un a contracté, et paie des intérêts dessus. Ainsi, même un échange entre deux personnes non endettés, nécessite de la création d'argent soumis à intérêts. Cela signifie aussi que si tout le monde rembourse ses dettes, il n'y a plus d'argent disponible. Cela signifie aussi que si les banques ne veulent plus prêter, il n'y a plus d'argent pour échanger et faire fonctionner l'économie. Ainsi, avec le droit de création monétaire exclusif, l'économie au sens large, c'est-à-dire l'ensemble des échanges entre tous les acteurs économiques, est asservie à la banque. On en arrive à la situation où un petit groupe décide de ce que doit lui verser une zone monétaire économique pour qu'elle est le droit de fonctionner, donc aux individus de vivre. On n'est plus dans le cadre d'un problème moral, mais dans le cadre d'un abus majeur de position dominante. On peut parler d'oligarchie. Les représentants politiques élus d'un pays ne peuvent obtenir de bon résultats économique que dans la mesure où les oligarques le leur accordent. Si les oligarques décident de réduire l'activité économique, ils peuvent le faire et les politiques ne peuvent pas les en empêcher. C'est une dictature financière. Pour en arriver à ce pouvoir exclusif, une des techniques est de traumatiser la population par l'hyperinflation. Les puissances financières poussent un État qui a le pouvoir de création monétaire à en créer beaucoup trop par rapport aux besoins de l'économie. Ainsi, l'argent finit par ne plus rien valoir ou n'est plus capable de fixer une référence, les échanges s'écroulent, l'économie s'arrête. Les réserves d'argent de la population ne valent plus rien. De grands orateurs expliquent alors que c'est la preuve qu'il ne faut pas donner le pouvoir de création monétaire aux gouvernements élus. L'unique solution proposée est de donner ce pouvoir aux banques. Il y a aussi la traditionnelle solution de la corruption des élus qui passent ces lois (corruption par de l'argent, des flatteries, du trafic d'influence, ...). Sans oublier la manipulation : les personnes qui votent la loi ne sont pas conscientes des implications. Il y a aussi les techniques d'amalgamer ce type de loi au milieu d'un ensemble de mesures positives ou sans rapport, au dernier moment, pendant une période de vacances, .... En fait le système bancaire s'est rodé depuis plusieurs centaines d'années pour y parvenir et c'est maintenant un art qu'il maîtrise bien. C'est surtout au 19<sup>ème</sup> siècle que la bataille s'est déroulée et a été le plus visible pour la conquête de la nouvelle nation émergente, les États Unis d'Amérique. La question monétaire s'est avérée centrale et visible. Ainsi Thomas Jefferson (1743-1826), un des pères fondateurs et président des États Unis d'Amérique écrivait: "Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs

enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise.”. Le chancelier allemand Otto von Bismarck(1815-1898) pensait que la guerre de Sécession aux États-Unis, avait été provoquée par la haute finance: “La division des États-Unis en fédérations de forces égales fut décidée bien avant la Guerre de Sécession par les hauts pouvoirs financiers d'Europe. Ces banquiers craignaient que les États-Unis, s'ils demeuraient d'un seul bloc et en tant qu'une seule nation, ne parviennent à l'indépendance économique et financière, ce qui générerait leur domination financière du monde. ”

Abraham Lincoln (1809-1865), président des États Unis pendant la guerre de Sécession déclara "Le gouvernement devrait créer, émettre et faire circuler toutes les devises et crédits nécessaires pour couvrir les dépenses publiques et individuelles. En adoptant ces principes, des sommes immenses d'intérêts seraient épargnées aux contribuables. Le privilège de créer et d'émettre de l'argent est non seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité créative." C'est ainsi qu'il créa de la monnaie en 1862 qui est toujours en circulation de nos jours. Il est à noter qu'il fut assassiné. Bismarck fit alors le constat : “La mort de Lincoln a été un désastre pour la chrétienté. Il n'existait aucun homme aux États-Unis assez grand pour le remplacer et les banquiers recommencèrent à s'accaparer les richesses. Je crains qu'avec leur ruse et leurs astuces alambiquées, les banquiers étrangers n'en viennent à contrôler les richesses exubérantes de l'Amérique et ne les utilisent pour corrompre de manière systématique la civilisation moderne. Ils n'hésiteront pas à plonger toute la chrétienté dans les guerres et le chaos afin que la Terre puisse devenir leur héritage.”. Et c'est ce qui c'est passé. Quelques année plus tard, James Garfield (1831-1881), président des États Unis d'Amérique déclara à son tour “Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent.”. Il fut aussi assassiné. La lutte a pris fin en 1913 par la création de l'institution de la Réserve Fédérale américaine ou le pouvoir de création monétaire a été offert exclusivement à un cartel bancaire privé. Quand Woodrow Wilson (1856-1924) le président des États Unis de l'époque pris conscience des conséquences, il déclara “Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants.”

Pour comprendre comment s'est imposé ce système monétaire malsain, je prendrais l'analogie avec des vendeurs de vin dans une communauté. La population buvait de l'eau et du vin. L'utilisation du vin était limitée du fait de son prix, de ses effets indésirables et de la limitation de la production. Mais les vigneron ont fait valoir que

le vin est un alcool et que l'alcool avait des effets néfastes qu'il fallait limiter. Aussi ils demandèrent d'avoir le contrôle de la production d'alcool dans la communauté. Comme les vigneronns contrôlaient la production d'alcool, ils s'arrangèrent pour en avoir l'exclusivité. Ainsi, il n'était plus possible pour un producteur de pomme de vendre du cidre. Il devait vendre sa production de pomme aux vigneronns pour que lui en fasse du cidre. Les vigneronns se trouvèrent alors en monopole sur la production de boissons alcoolisées. Ils montèrent les prix et s'enrichirent. Ils comprirent aussi qu'ils pouvaient faire de l'alcool avec n'importe quoi : fruits, céréales, pomme de terre, ... Ils avaient ainsi la possibilité de vendre de l'alcool en très grandes quantités à des coûts de productions très bas. Mais la population savait qu'il ne fallait en consommer qu'avec modération. Alors les vigneronns ont engagés des vendeurs pour promouvoir les bienfaits de l'alcool et donner envie à la population d'en consommer plus. Les vigneronns ont aussi fait fasse à de l'opposition de la part de religieux, d'association de lutte contre l'alcoolisme, de médecins. Mais les vigneronns avaient des moyens et ont pu acheter des leaders d'opinion, la gazette locale et surtout ils ont financé la campagne de réélection du maire. L'alcoolisme s'est installé dans la communauté. Mais il y avait une opposition réelle d'une partie de la population qui ne buvaient pas d'alcool, alors que les vigneronns pouvaient leur en fournir. De plus, avec le temps, les méfaits de l'alcool devenaient de plus en plus visibles,. Ils décidèrent de passer à l'étape suivante: interdire l'eau. Cette boisson saine et gratuite devenait intolérable pour les vigneronns. Il fallait convaincre tout le monde que l'eau est dangereuse. Ainsi tout le monde passerait à l'alcool. Les vigneronns mirent la bactérie du choléra dans les réserves d'eau de la communauté. Beaucoup furent malade et les vigneronns rappelèrent que l'alcool a des vertues désinfectantes. Ils se proposèrent donc de n'autoriser que les boissons alcoolisées pour la consommation. Pour tenir compte des effets néfastes de l'alcool, ils proposèrent qu'on leur donne le droit exclusif de contrôler le taux d'alcool dans la boisson en fonction du taux de criminalité dans la population et des bactéries présentes dans les boissons. La problématique principale de la gestion de la communauté devient de contrôler le taux d'alcoolémie de la boisson. Boire de l'eau est strictement interdit. Car les vigneronns soutiennent activement l'idée que seul un fou voulant mourir du choléra peut vouloir boire de l'eau. Les vigneronns veillent à ce que les écoles enseignent cela. Les chercheurs étudient toutes les maladies qui peuvent se propager par l'eau. La population est abrutié par l'alcool et la criminalité sévit. La moralité de cette histoire est que ce n'est pas parce qu'il est arrivé qu'un pays subisse des difficultés économiques qu'il faille confier le contrôle de son économie à une autorité qualifiée de compétente et indépendante. Il est possible qu'elle soit précisément la cause de ses difficultés et qu'elle abuse de sa position de contrôle. Revenons-en aux travers du prêt à intérêt, lorsque ses bénéficiaires contrôlent l'économie d'une zone monétaire. Pour pouvoir échanger, il faut emprunter et verser des intérêts à un cartel qui en décide le taux. Cela signifie que l'argent qui circule est de la dette. Donc pour que l'économie fonctionne, on doit prendre des engagements de remboursement. La majorité des acteurs économiques non financiers sont contraints à un calendrier de remboursement. On est dans une logique de

soumission. Les acteurs économiques, pour pouvoir fonctionner, ont un pistolet sur la tempe: devoir rembourser ou faire faillite, mourir. Cela les oblige à faire des choix qu'ils n'auraient pas naturellement envie de faire. Pour un particulier, il s'agit d'accepter un travail pénible ou peu payé. Pour une entreprise, de licencier ou d'accepter de vendre à un prix inférieur au marché. Et l'État ne fait pas exception. On vend des participations dans des sociétés publiques, on augmente les impôts, on diminue les prestations sociales, on transfère à la finance la gestion de nos retraites... Si les acteurs ne se soumettent pas, il y a des saisies ou l'augmentation des taux d'intérêts.

Mais ce n'est pas tout. Un autre problème majeur de l'argent dette est que l'argent qui est épargné par un acteur va être manquant pour le remboursement d'une autre personne. Celle-ci va devoir s'endetter à nouveau pour rembourser le précédent prêt.

Vous devez penser maintenant que ce système est une calamité d'une grande perfidie: quoi que l'on fasse, cela est dommageable à quelqu'un. Car, même si on ne rentre pas dans ce mécanisme malsain du prêt à intérêt, il faut économiser, mais l'argent économiser manquera à ceux qui doivent rembourser. Hélas, nous nous trouvons dans une spirale infernale, qui engendre des conséquences toujours plus désastreuses. Nous ne sommes pas au bout de nos malheurs. Il y a encore d'autres aberrations à prendre conscience.

Le problème de manque d'argent pour ceux qui empruntent est amplifié aussi, et surtout, par le principe même du taux d'intérêt. En effet, la banque crée de l'argent en échange d'une promesse de remboursement. Mais les intérêts ne sont pas créés. Pourtant ils sont dus. Et comme tout argent est la dette de quelqu'un, il faudra prendre l'argent pour les intérêts sur la part de quelqu'un, qui a promis de rembourser, pour les donner à la banque. Et la personne à qui on a pris dans sa part, devra prendre à quelqu'un d'autre les intérêts qu'elle doit et ce qu'on lui a pris. Donc le système de l'endettement est condamné à se poursuivre et s'amplifier. Même si tout le monde remboursait ses dettes, il n'y aurait pas l'argent pour payer les intérêts. Il est donc faux de dire que l'État doit se désendetter. S'il le fait, il y aura moins d'argent en circulation et l'économie ralentirait, il y aurait plus de faillites, plus de chômage, plus de misère. Si un homme politique veut la croissance économique pour son pays, il doit favoriser les emprunts, dont ceux de l'État. Le problème est qu'il engage ses successeurs à gérer le remboursement de sa dette et de ses intérêts. Il met sa nation dans une plus grande dépendance vis-à-vis du cartel bancaire et l'enrichit. Quoiqu'on fasse c'est un problème, ce système est donc à changer.

Un gros problème de ce système de l'argent dette est qu'il implique tout le monde, car tout échange monétaire repose sur de l'argent qui a été créé en échange d'une promesse de remboursement. Mais seuls ceux qui empruntent financent ce système. Ceux qui manquent d'argent et doivent emprunter sont ainsi plus pénalisés que ceux qui ne sont pas débiteurs mais participent aux échanges sans frais. Et les créateurs de titres de dettes engrangent des fleuves d'intérêts. Ce sont ceux qui

paient, qui ont aussi un échéancier, c'est-à-dire une obligation de payer à des dates précises. N'est-ce pas aussi déséquilibré que l'esclavage ou le colonialisme? Mais le système se contente-t-il d'accumuler une rente sur l'économie par la récupération d'intérêts sur l'argent dette? Oui, mais pas seulement, parce que les intérêts reçus sont à leur tour investis dans des placements concrets, qui rapportent à leur tour de nouveaux intérêts, cette fois le fruit d'une activité économique. Les sociétés les plus stratégiques sont ainsi progressivement achetées par les puissances financières. Plus le temps passe, plus les intérêts servent à prendre possession de l'industrie et plus généralement de toute l'économie. Les États, endettés sont sommés de vendre leurs actifs par le stratagème de la perte de confiance des marchés financiers. Si les États ne vendent pas leurs actifs stratégiques, le cartel bancaire monte les taux d'intérêts vis-à-vis de la dette des États, car il prendrait le risque de prêter à un acteur qui ne fait pas d'effort pour limiter sa dette. Les responsables des États endettés ne veulent pas affronter la réaction du peuple face à une augmentation des impôts pour payer les intérêts supplémentaires dus à la hausse des taux d'intérêts. Il est plus simple pour ces dirigeants de céder au cartel bancaire et de mettre sur les marchés les biens de l'État, que la finance peut racheter avec les intérêts qu'elle a obtenus des États pour la création et l'entretien de leur dette. C'est en fait un don. Ainsi, après que l'État soit passé sous le contrôle de la banque, celle-ci exige que les infrastructures lui soient remises. Une fois les services publics, rendus par ces sociétés, privatisés, la taxation de la finance s'opère alors aussi par le prélèvement de dividendes sur les entreprises d'infrastructures et de services nationaux. En fait, il ne peut pas en être autrement dans une société qui fonctionne sur l'usure. Rappelez-vous, on peut acheter la Terre en 2164 ans. Quand la banque a obtenu le maximum de ce que peut payer l'État, il faut trouver d'autres champs d'action pour prélever l'intérêt de son capital en extension permanente. Un autre moyen d'extension est de faire souscrire aux États en voie de développement des prêts internationaux. Le gouvernement peut être maître de sa monnaie mais il est endetté en dollars, euros ou monnaie du Fond Monétaire International (FMI). C'est ici que le témoignage de John Perkins est important. Il explique dans son livre "les confessions d'un assassin financier" son travail de justifier la construction d'infrastructures pour le développement de pays pauvres. Mais le but est d'assujettir les pays à une dette qui ne peut pas être remboursée. Permettant ainsi d'obtenir toutes les faveurs que peut proposer le pays : bases militaires, vote aux nations unies, soutien politique ou diplomatique, concessions pétrolières, minières, ou toute autre ressource naturelle. Pour arriver à ce colonialisme moderne, John décrit un processus bien rodé. Des études économiques très approfondies sont menées pour fournir des justifications théoriques qui demandent un travail important d'évaluation et des compétences variées comme en finance, en économie, en ingénierie, en mathématiques, dont le pays ne dispose pas forcément. Ensuite, si le dirigeant n'est pas convaincu, il s'agit de le flatter ou le corrompre, lui et les personnes décisionnaires pour qu'ils acceptent. L'étape suivante est l'intimidation pouvant aller jusqu'à l'assassinat. John Perkins témoigne d'un président qui le supplie de laisser son pays tranquille et qu'il

n'a aucunement besoin d'une aide étrangère. Il fut assassiné quelques temps plus tard. Enfin, si le président se maintient dans la durée, qu'il est paranoïaque, il se peut qu'il résiste aux tentatives d'assassinat et de changement de régime. L'étape finale est l'invasion militaire. Et John Perkins donne en exemple le cas de l'Irak, qui avait pour intention d'abandonner le dollar pour ses ventes de pétrole. Et on peut en effet comprendre qu'il y avait une menace pour l'empire américain. En effet, le dollar, comme nous l'avons vu précédemment est passé sous le contrôle d'un cartel bancaire privé pratiquant l'usure sous ses formes les plus développées. A ce titre, les banques de la zone dollars peuvent émettre des quantités gigantesques de dollars à partir de rien. On peut ainsi imaginer, à partir du moment où des actifs sont à vendre, que la banque utilise son pouvoir de création monétaire pour créer tout l'argent nécessaire pour s'approprier l'actif en vente. Au besoin, et selon la législation en vigueur, faire un montage financier avec des prêts qui sont garantis par la valeur de l'actif. A nouveau, on peut mieux comprendre l'exigence des créanciers de mettre en vente des entreprises et concessions nationales pour les pays endettés. Ils créent l'argent pour se les approprier. Mais l'inconvénient, c'est que cela met en circulation beaucoup de monnaie. Comme le dollar sert de monnaie d'échange internationale, beaucoup de liquidité en dollars sont nécessaires. L'Irak étant un exportateur important de pétrole, le périmètre de la zone dollar aurait réduit et aurait donné l'exemple à de nombreux autres pays de quitter cette monnaie. Monnaie créée en surabondance pour acheter le monde et qui ne garde sa valeur que parce que les contrats d'échanges sont libellés en dollars. Avec 300\$ vous avez 5 barils de pétrole ou 1 tonne de blé. Mais s'il n'y a plus cette référence et si on a plus besoin de demander des dollars pour échanger, que vaut le dollar fabriqué à partir de rien? Si l'Irak avait abandonné le dollar, il y avait un risque de dévaloriser la monnaie dollar et ensuite limiter son utilisation, ce qui aurait réduit la taxation des intérêts bancaires lors de la création de monnaie et limiter les achats d'actifs à l'international. Le peuple américain, qui importe beaucoup, aurait vu son pouvoir d'achat s'effondrer du fait de la baisse de la valeur du dollar. Cela aurait posé beaucoup de questions et remis en cause le système en place. On peut alors logiquement imaginer que les décideurs ont jugé plus raisonnable d'assujettir l'Irak militairement et de faire un exemple. On est à une autre échelle qu'une arnaque par un usurier. Le système s'est tellement emballé, nous avons mis le doigt dans un engrenage qui fait maintenant que l'on provoque des centaines de milliers de morts, que de nombreux pays sont condamnés à la misère et d'autres à la guerre pour préserver notre système qui n'est que domination des uns sur les autres. Il ne faut pas espérer que les choses vont s'améliorer. Le système est malsain et insatiable. Il repose sur le mensonge, la dissimulation, la malhonnêteté, la corruption, l'abus de pouvoir et maintenant la violence à grande échelle. Ne pensez pas qu'il va se réformer de lui-même. Au contraire, il va faire en sorte qu'il devienne indétronable et que nous lui soyons totalement soumis. En fait, le système devient tellement injuste qu'il va lui falloir de plus en plus de pouvoir et de contrôle pour survivre. En voici un élément de plus. Peu de temps après l'Irak, une menace insupportable a pesé sur l'hégémonie du système bancaire mondiale. C'est la Libye de Mouammar

Kadhafi. Cet homme avait réussi à transformer son pays sur le principe d'orienter ses ressources naturelles vers son peuple plutôt qu'un petit nombre qui les offrait à l'étranger. Il avait lancé les préparatifs de créer une monnaie pan-africaine, avec des institutions financières africaines qui auraient en garantie des réserves d'or et d'actifs de la Libye et alimentées par ses réserves énergétiques. Le but était de donner l'opportunité aux pays africains de se libérer de la tutelle des organismes bancaires internationaux qu'ils exercent au travers de leurs prêts à intérêt. Il faut rappeler que la Libye respectait la consigne de l'Islam de ne pas pratiquer l'usure. La perspective de voir l'Afrique suivre la trajectoire de la Libye était une opportunité extraordinaire ... pour les peuples africains. Il y avait de plus la perspective que tous les États arabes musulmans rejoignent cette monnaie non soumise à l'usure, et tous les pays musulmans ensuite. Le pétrole aurait pu échappé au dollar. Pour l'impérialisme occidental, sous le joug de la banque, cela était inacceptable. La France, l'Angleterre et les États Unis ont détruit la Libye et son système politique et ont permis l'assassinat de Mouammar Kadhafi. Il y avait un pays prospère qui a voulu aider ses voisins dans la misère. Et mon pays a été en première ligne pour le ravager et le piller. Certains lecteurs auront peut-être du mal à me croire tellement le crime est honteux. J'espère que d'autres lecteurs trouveront le courage de témoigner aux peuples qui ont donné leur consentement pour attaquer la Libye, de sa prospérité passée, de ses initiatives pour développer les autres pays africains, des préparatifs du dinar or, des institutions financières africaines et de tous les complots qu'à subi Mouammar Kadhafi. J'espère aussi que certains témoigneront contre les torrents de mensonges et d'insanités qui ont été déversés sur cet homme, empêchant aux peuples d'Occident d'ouvrir les yeux. Puisse cette destruction servir de leçon et éveiller les consciences.

Il faut aussi voir la menace qui s'avance sur nous concernant la technologie. En effet, notre civilisation avance à grand pas vers une automatisation très importante de beaucoup de tâches de productions de biens et services. Un petit nombre de personnes sera nécessaire pour satisfaire à la production des biens et services de tous les humains. On va avoir deux voies possibles. La première possibilité est que les machines seront au service des hommes et peu d'activités contraignantes seront nécessaires. Les activités de loisirs, artistiques, touristiques, interpersonnelles et de développement personnel seront prépondérantes. L'autre possibilité est qu'un petit nombre d'individus prennent possession de ces machines à titre exclusif. La majorité de la population deviendrait alors économiquement inutile. En effet, la plupart de ce que peut produire un homme deviendrait trop cher par rapport à une machine. Par exemple, en médecine occidentale, on est très proche d'avoir un diagnostic fait entièrement par une machine qui puisse prescrire le traitement médicamenteux, ceci avec une marge d'erreur plus faible et à un meilleur coût qu'un médecin. Le choix politique est alors déterminant pour savoir si on donne la priorité à l'humain ou à la machine. Si seul, le critère économique est retenu, la profession de médecin va disparaître. Beaucoup de professions vont disparaître. Donc si un petit groupe détient les droits d'utilisation et de possession des machines, les autres sont entièrement dépendants d'eux pour survivre. Et bien, mon opinion est que la logique

de l'usure veut qu'on se dirige vers un asservissement complet de la population au possédants. Il me semblerait logique qu'actuellement, les grands usuriers prennent progressivement possession des grandes entreprises de technologies et organisent leur domination sur la propriété intellectuelle. La majorité sera alors considérée et traitée comme du bétail. Mais si des pays n'acceptent pas cette logique, on trouvera alors une raison "valable" de leur faire la guerre pour les asservir. Imaginer un pays qui emprunte la première voie: un pays prospère, peu de travail contraignant, un rayonnement culturel, artistique, spirituel. Ce pays viendra aider ces voisins dans la détresse de l'asservissement total par l'usure... s'il ne s'est pas fait détruire préventivement. On en revient encore une fois à l'évidence de la nécessité d'arrêter de se faire la guerre. C'est la seule voie pour éviter l'asservissement complet et la misère de l'humanité.

Enfin pour terminer ce chapitre sur l'usure, il nous faut réfléchir sur les taux négatifs qui sont apparus, il y a quelques années au Japon et récemment en Europe. Je n'ai pas trouvé encore de réflexion profonde sur les implications de ces taux négatifs. Aussi je vais tout de même vous soumettre mon analyse, en vous signalant bien qu'elle a un recul limité et n'a pas été confrontée à d'autres avis éclairés. Il se peut tout à fait que des événements autres, que je n'ai pas identifiés et assez différents se produisent. Je n'ai pas forcément identifié toutes les ruses de ce système profondément injuste. La solution pour changer ce système ne viendra pas de l'anticipation. Il faut comprendre la nécessité de choisir un système juste, basé sur une morale juste. C'est la meilleure garantie d'éviter des crises. Cependant, ce qui est expliqué précédemment dans ce chapitre a été bien étudié, confronté et compris. Si vous voulez comprendre par vous même et je vous y encourage, ne passer pas à côté de l'article intitulé "La création monétaire dans l'économie moderne", par Michael McLeay, Amar Radia et Ryland Thomas, qui sont des économistes du directoire des Études monétaires de la Banque d'Angleterre. Vous y trouverez décrit le fonctionnement d'une banque centrale "moderne" par ceux-là même qui y travaillent. Cette concision, transparence et complétude est suffisamment exceptionnelle pour être signalée. Mais n'attendez tout de même pas autre chose qu'une description technique de la création monétaire.

Passons donc aux taux négatifs. D'abord, il faut bien comprendre que ce n'est pas l'opposé de l'usure. L'opposé de l'usure, c'est donner ou prêter à titre gratuit de l'argent que l'on possède et sans échéancier contraignant de remboursement. Dans le système en Europe (et probablement au Japon, mais je ne le connais pas en détails), des piliers fondamentaux de l'usure sont toujours là : l'argent est fabriqué par les seuls établissements bancaires contre la promesse d'un remboursement, quelque soit le taux. Et l'argent est détruit au moment du remboursement. Il y a toujours un échéancier de remboursement contraignant. Il y a juste un paramètre qui a changé: le taux devient négatif. Il faut donc se rappeler du sens profond de l'usure : accaparer les richesses de manière exponentielle. C'est le transfert de propriété vers ceux qui ont déjà le plus de possession. Il y a un moment où il n'y a plus rien à transférer. Le système continue encore car on a remplacé la propriété pour ceux qui n'ont rien par du travail. Ce qui n'ont pas, travaillent pour ceux qui ont. C'est un

système esclavagiste. La grande problématique du système est maintenant de perdurer. Les injustices deviennent maintenant trop visibles. Mais le coeur du problème est l'usure. Et nous allons voir encore une fois que le taux d'intérêt est le coeur du problème, qu'il soit positif, comme nous l'avons vu dans le début du chapitre, ou qu'il soit négatif, comme nous allons le voir maintenant. Le problème est que l'intérêt n'est pas créé. En effet, le banquier prête à un taux positif, et c'est l'argent de ce taux qui le rémunère et donc le motive à créer cet argent qu'il prête, et prendre le risque qu'il ne soit pas remboursé selon l'échéancier. Car dans ce cas, il devra faire disparaître de ses réserves l'équivalent de l'argent qui n'a pas été remboursé. D'autres emprunts qui arrivent à échéance plus tard, sont nécessaires pour rembourser et payer l'intérêt initial dans la totalité. Si le taux est positif, le débiteur doit payer l'intérêt. Si le taux est négatif, c'est le créancier qui paie avec ces réserves. Donc ce n'est pas un banquier qui prête à taux négatif. Non, ceux qui prêtent à taux négatifs, sont ceux qui ont de grandes quantités de liquidités en leur possession ou en gestion. Donc l'argent qui est prêté à taux négatif est de l'argent qui existe déjà. Mais au global, ce prêt à taux négatif n'a pas rajouté de monnaie dans le système qui en a tant besoin. C'est juste qu'une petite partie, correspondant à l'intérêt négatif, de ce qui est accumulée et limite les échanges des autres est remise en circulation. Le reste doit être rendu selon l'échéancier aux créanciers. L'argent dû des intérêts positifs manque toujours autant. Et encore beaucoup empruntent à taux positifs. Ainsi, le manque d'argent n'est pas compensé par le taux négatif. la dette au niveau global va avoir tendance à augmenter tant qu'il reste des prêts à taux positifs. Voilà pour la théorie.

Mais comment peut-on en arriver à des taux négatifs?

Pour que le système perdure, il faut faciliter cette dette pour que ceux qui sont endettés puissent encore s'endetter pour rembourser leur précédente dette. Les États sont des exemples très visibles de ce phénomène. Pour que les États continuent à rembourser, les taux doivent baisser. Sinon ils ne sont pas en capacité de le faire et c'est la fin du système. On a vu l'exemple localisé en Grèce où l'augmentation des taxes pour rembourser la dette a contractée l'économie de 20%, ce qui rend le pays encore moins solvable. Ainsi on a facilité la création de beaucoup d'argent, par des taux qui baissent pour que les États puissent emprunter pour payer leur précédente dette et ainsi faire perdurer ce système. Mais cela a eu pour conséquence de créer des masses d'argent considérables captées par les grands possédants. Les possédants continuent de devenir plus riches et les débiteurs peuvent toujours rembourser. L'inflation est censée être un indicateur pour dire qu'il y a trop d'argent créé. Mais l'inflation est un trompe l'oeil, vous pouvez voir sur le prix des voitures des très riches que l'évolution de leur pouvoir d'achat va beaucoup plus vite que l'inflation ou que l'évolution du salaire minimum : à sa sortie en 1966 la Lamborghini Miura valait 7,7 millions de liras italiennes. En euros, qui ont pris la suite des liras italiennes, cela correspond à peu près à 85 000€ d'aujourd'hui (en 2019) en intégrant l'inflation. C'est-à-dire que pour ce prix on devrait pouvoir se payer la plus belle voiture de grand tourisme du moment. Or si on veut s'offrir aujourd'hui une Koenigsegg Jesko, il faut déboursier plus de 2,82 Millions d'euros. Et

c'est l'ordre de prix des voitures de la catégorie "hypercars". Il y a un facteur de près de 40 d'écart. Soit une augmentation du pouvoir d'achat de 4000% au dessus de l'inflation. Cela ne signifie pas que l'inflation touche plus les riches et qu'il faut les plaindre. Cela signifie qu'il y a un marché pour ce type de voitures en très forte croissance car il y a une hyperclasse qui a à sa disposition des sommes d'argent considérables pour des futilités. Qu'en est-il de la voiture premier prix : en 1965, la très populaire Renault 4 coûtait 5200 francs français. Ce qui correspond, en tenant compte des inflations retenues par les banques centrales à un prix de 7000€ en 2019. Pour acquérir la voiture premier prix d'aujourd'hui du groupe Renault, il faut déboursier 3€ par jour. Oui, faites l'expérience, il n'est en effet pas évident de connaître le prix comptant à payer pour l'acquisition de ce véhicule, signe qu'il est de plus en plus nécessaire de passer par un crédit pour les personnes désirant se procurer une voiture premier prix qui pourraient être rebutées par le montant de l'acquisition compte tenu de leur pouvoir d'achat. En cherchant un peu, on trouve un prix catalogue de 8190€ (en 2019). Elle serait un peu plus chère si elle était fabriquée en France, comme l'était la Renault 4. Soit le même ordre de grandeur que pour la Renault 4, ou le même tarif que la Renault 4L (le "deuxième" prix). Cet écart révèle aussi que quelqu'un qui avait la possibilité de s'acheter une Renault 4 pouvait rêver à s'offrir un jour une Miura, la plus belle voiture du monde et que c'était à la portée de la classe moyenne. Aujourd'hui, le rêve matérialiste est inaccessible à beaucoup. Tout ceci pour dire que trop d'argent à partir de dette a été fabriqué pour éponger des dettes, cela ne s'arrêtera jamais, car il en manque encore plus, ce qui fait qu'il y a deux échelles d'inflation qui cohabitent. Une pour l'hyperclasse qui profite de l'injustice et une pour les débiteurs. On voit ainsi la naissance d'une nouvelle aristocratie basée sur la possession de titres financiers, c'est-à-dire une ploutocratie.

Revenons aux problèmes monétaires : on a ainsi des possédants qui ont des actifs dont la valeur est fixée par ce qu'ils rapportent et/ou des réserves liquides que l'on nomme de l'argent ou de la monnaie. Leurs richesses augmentent fortement. De l'autre, on a des débiteurs qui ont signé des échéanciers les obligeant à rembourser sous la contrainte de tout perdre et de se retrouver à la rue. Enfin, il y a des États qui s'assurent que le système se maintienne. Il faut que les possessions rapportent des liquidités supplémentaires, tel est le principe d'un système usurier. Mais ce ne sont pas les grands possédants qui empruntent. Les deux leviers possible sont d'élargir la base d'emprunteurs et que ceux qui empruntent, empruntent plus. La solution nécessaire est donc une tendance générale à une baisse des taux. On pourrait espérer que le système se stabilise en se dirigeant vers des taux nul et que l'usure disparaisse. Mais ce n'est pas suffisant, car le système est allé trop loin, il ne se contente pas de prêter à intérêt, il exige des intérêts qui n'existe pas car ils n'ont pas été créés. Ce ne peut pas être stable. Nous sommes dans un système au-delà de l'usure, que l'on pourrait appeler de la super usure ou de l'hyper usure, par analogie lexicale à l'apparition d'hyper cars pour une hyper classe. Les banquiers, et seulement le cartel des banquiers, crée et détruit de l'argent selon leurs règles. Une partie importante des dettes, correspond à des intérêts devant être remboursés sans

que l'argent nécessaire pour cela ait été créé. Mais il faut payer! Certains vont donner alors des biens, du travail, d'autres leur terres, d'autres leur corp, ... d'autres leur âme, ... leur enfant. Pendant combien de temps allons-nous supporter cela? Combien de temps est-ce tenable? La lucidité élémentaire d'un financier (pas nécessairement un banquier qui crée et détruit de l'argent, mais quelqu'un qui simplement gère de l'argent) veut qu'à un moment donné, il se rende compte que l'accumulation colossale de dettes ne pourra pas être remboursée dans son intégralité à moyen terme. C'est ce qu'il appelle une bulle. On peut appeler cela bulle de la dette, mais tout l'argent étant issu d'une dette, c'est une bulle de l'argent, ou bulle du système financier. Le financier a conscience qu'elle va éclater. Il va y avoir de grosses pertes au niveau systémique. La bulle de l'argent en éclatant aura pour conséquence qu'il y aura moins d'argent en circulation. Donc avoir la garantie que dans 10 ans on aura conservé son argent, ou presque tout, peut être satisfaisant pour un financier lucide. Donc il peut le laisser sur un compte de dépôt à la banque. Mais la banque a fait beaucoup de prêts pour gagner des intérêts. Ces prêts risquent de ne pas être remboursés par les débiteurs, car au niveau systémique, il manque de l'argent pour pouvoir rembourser l'ensemble des prêts. Il est fort possible qu'en dernier recours, les pertes de la banque soient épongées par les dépôts. En France, une loi, transcription d'une directive de 2014 de l'Union Européenne, a été passée en ce sens. Fin 2015, tous les clients possesseurs d'un compte en banque ont reçu un courrier pour prévenir qu'en cas de faillite de la banque, un fond de garantie, ne couvrirait qu'à hauteur de 100 000€ les avoirs. Cela sous-entend que les dépôts des Français ne sont plus leur propriété en cas de faillite de la banque. Mais ils épongeront des promesses intenable pour masquer le pot aux roses que la banque n'avait pas l'argent qu'elle prête. Et, ce qui n'est pas dit, c'est que ce fond de garantie, en France, ne peut couvrir que 50 000 clients. Cela représente de quoi indemniser une ville de taille moyenne avec cette indemnisation partielle. Si une seule grosse banque tombe, c'est-à-dire impactant plusieurs millions d'individus, ils se peut que beaucoup d'individus perdent tout. Mais, il faut s'attendre à ce que, pour étouffer ce vol scandaleux, l'Etat donne une compensation symbolique de sa poche...obtenue par un endettement auprès d'autres banques ou en taxant les citoyens. Donc, laisser son argent dormir à la banque n'est pas sans risque. C'est même très risqué si vous avez des sommes importantes (supérieures à 100k€). De plus, la Banque Centrale Européenne tente de décourager la pratique de conserver des liquidités en imposant un taux d'intérêt négatif sur une fraction des dépôts de liquidités que possèdent chaque banque commerciale.

Une autre solution pour le gestionnaire financier est de revenir aux anciens fondamentaux : acheter de l'or. Vous verrez les cours de l'or monter à mesure que se développe des taux négatifs. Des mesures pour dissuader d'acheter de l'or ont déjà et vont être entreprises par les États. Et les stocks d'or sont limités. Une autre solution est de stocker des billets de banques. Mais il y a un coup de stockage, les risques d'incendie, de vol et les rats qui mangent le papier. Les grands trafiquants de drogues connaissent bien le problème et ce que leur coûtent le stockage d'argent en billets.

Ainsi une solution retenue est de prêter de l'argent à un débiteur fiable qui rendra l'argent, ou presque tout l'argent dans 10 ans. Et ce qu'il y a de plus fiable en Occident est l'État, car ils peuvent taxer toute la population et les acteurs économiques. Ainsi les pays les plus fiables se voient accorder des prêts à taux négatifs, Certaines grosses entreprises bénéficient aussi de ces faveurs. Cela permet pour un financier de savoir combien il va perdre. Mais attention, je rappelle que je ne pense pas que cela fasse l'objet d'une création monétaire. En effet, le banquier, qui a le pouvoir de créer de l'argent, ne va pas le faire si lorsqu'il le fait, il doit payer des intérêts. Il n'est alors pas intéressé à le faire. Donc pour les taux négatifs, on est dans le cas de placements de liquidités qui existent déjà. Donc le problème systémique de manque de liquidité reste entier, voire pire, puisque le banquier ne prête plus à des taux négatifs ou très faibles, ce qui renforce la pénurie de liquidités. Il est probable que la banque centrale va devoir faire des rachats d'obligations, ce qui se fait par création monétaire. Ce mécanisme est appelé quantitative easing. Des banquiers moins avisés, ou dos au mur, prêtent encore à taux positifs aux débiteurs les plus risqués, car cela rapporte encore des intérêts à court terme. Mais les dettes deviennent de plus en plus risquées, les financiers appellent cela des actifs pourris, car un jour ils ne vaudront plus rien.

Un autre effet des taux négatifs est l'augmentation mécanique de certains actifs. Pour rappel, un actif est un titre dont la possession rapporte de l'argent. Ainsi une action, qui est un titre de possession d'une fraction d'une entreprise commerciale est un actif. Sa valeur est une composition de ce que possède l'entreprise et sa capacité à dégager des liquidités ou bénéfices. Donc une entreprise bien établie sur son ou ses marchés, ceux-ci étant matures, ou de premières nécessité ou stratégiques, la capacité à générer des bénéfices est assez stable ou garantie. Par exemple, la fourniture d'électricité ou d'eau potable. Contrairement à un titre financier, qui ne rapporte plus rien, l'action continue à rapporter à peu près le même montant. Donc ce titre se met à prendre beaucoup de valeur, puisqu'il rapporte. C'est ainsi que lorsque les taux d'intérêts sur les crédits baissent, les marchés d'action montent. Ainsi ceux qui possédaient des actifs voient leurs valeurs augmenter fortement. Ainsi, par les taux très faibles, ceux qui possédaient deviennent encore plus riche et les autres peuvent s'endetter plus. Les grandes multinationales prennent des valeurs stratosphériques et stratégiques. Un actif qui vaut 100 car il rapporte 5, soit un rendement de 5%, pourrait voir sa valeur passer à 1000 dans un contexte de taux nuls ou négatifs, car son rendement serait de 0,5% et si son marché était difficile et qu'il ne gagne plus que 3, il aurait tout de même un rendement de 0,3%, ce qui est toujours mieux qu'une obligation à taux négatif ou nul. On passe ainsi d'un système où le pouvoir passe de l'institution bancaire à celui qui possède ou gère des actifs.

Il est à noter qu'en apparence, les États sont intéressés à cet état de fait de payer des taux négatifs, car cela diminue leur poste budgétaire du paiement des intérêts de la dette. Cela leur permet de limiter la dureté des réformes qu'ils imposent à leur peuple pour prélever toujours plus de taxes exigées par les intérêts de la dette. Les élus peuvent paraître moins impopulaire et afficher une réussite économique, qui n'est en fait seulement d'avoir reculer le moment de la faillite, d'une part et d'autre

part, d'avoir dévaluer les économies de petits épargnants en comparaison des grands possédants. Dans les faits, c'est juste le moyen de faire survivre l'entité État pour faire perdurer le système usurier injuste. On a assisté en France à la vente de tous les biens communs de l'État comme les sociétés de transports, gestion de l'eau, électricité, de télécommunication, automobile, énergie, aéroports, gaz, défense, autoroutes ... et maintenant elles prennent beaucoup de valeur et nous imposent des tarifs en hausse pour rémunérer ceux qui les possèdent. Il apparaît ainsi que de toutes les missions régaliennes de l'État, c'est-à-dire ce qui justifie son existence et son droit de recevoir des impôts, il ne reste en fait plus que deux : la sécurité et l'éducation. L'organisation des échanges, la liberté d'expression et de travail, l'accès aux biens de grandes consommation et de premières nécessité à prix raisonnable pour tous, la défense du faible, ... ont été abandonnées. Mais il ne faut pas être dupe, la sécurité que fournit l'État est aussi la force de vous contraindre à rembourser vos dettes impossible à rembourser. C'est aussi faire taire ceux qui s'opposent à ces abus et à protéger ceux qui organisent ces abus. L'éducation est aussi le moyen de faire en sorte que vous ne vous rendiez pas compte que les institutions qui ont été mises en place par nos anciens ont failli depuis à leur rôle et ne cherche qu'à survivre pour l'intérêt de ceux qui les occupent. La problématique pour le ministère de l'éducation est de faire des citoyens productifs d'une part mais docile d'autre part et que les éléments subversifs expliqués dans ce livre ne doivent pas être rencontrés et surtout pas compris. La bonne nouvelle est qu'on peut raisonnablement se poser la question à quoi sert l'État, puisqu'il fait défaut sur ces missions régaliennes. Il nous ponctionne, en particulier en France, des taxes très élevées, mais quel est l'utilité du service rendu en retour? En a-t-on réellement besoin? On peut se rappeler que citoyen est un habitant d'une cité. Ne pourrait-on pas limiter l'essentiel de la gestion de la collectivité au niveau d'une cité?

L'usure s'apprête à passer à une autre phase. De même qu'à un moment tout l'or et le métal argent n'est plus suffisant pour payer les intérêts, de même les usuriers vont s'attaquer à tout ce qu'il nous reste: les terres, les maisons, les entreprises de toutes tailles, les ressources naturelles d'un pays... tout va être progressivement investi. C'est la loi de l'exponentielle. Toujours plus. Et les faits sont là, Il vous suffit de lire le traité CETA chapitre 8, "Investissement", que l'Union Européenne a rédigé et est en train de faire ratifier (2019) à chaque parlement dans les États. C'est le plan d'invasion ou d'investissement. Nous allons regarder cela en détails au prochain chapitre.

Pour envisager une solution à court terme sur tous les problèmes de notre économie, sans tout remettre à plat, il faut agir sur la cause : les intérêts qui ne sont pas créés. Pour solder le passé, il convient d'injecter des liquidités correspondant à tous les intérêts produits par le passé et qui ne peuvent pas être remboursés. Mais pour que cela ait du sens, cet argent ne doit pas être détruit ultérieurement, ce qui ne ferait que déplacer le problème. Donc les Quantitative Easings des banques centrales ne peuvent pas être qualifiés de solution. Je suggère que chaque habitant d'une zone monétaire donnée, reçoive mensuellement un quantité de liquidité jusqu'à ce que l'argent ainsi créé puisse compenser les intérêts dus mais non créés.

Ceci n'est pas de la démagogie, mais une nécessité pour que tout le monde puisse rembourser ses dettes. Pour éviter une inflation galopante, on ne peut pas créer de manière permanente les intérêts. Il faut donc n'autoriser que des prêts à taux nuls pour les nouveaux prêts. Si certains estiment que l'usure ne doit tout de même pas être interdite et qu'on peut autoriser des taux d'intérêt non nuls, il faut réformer le système monétaire dans son essence tout de même. Il faut que celui qui prête, prête réellement de l'argent qu'il possède. Il faut que l'argent soit préexistant à la dette. Restera à définir où sont pris les intérêts. Et pour une solution saine, cela doit reposer sur l'honnêteté et donc sans taux d'intérêt. Il faudra aussi que la monnaie soit créée et disponible dans la quantité adaptée au volume d'échanges de la zone monétaire.

Mais cela est dans le cadre d'une solution à plus long terme. Et, prenez bien conscience que quelque soit la solution et son terme, elle ne peut pas être prise par un ou des représentants du peuple dans le carcan légal actuel. En effet, cela dépend du ressort de la banque centrale. Ainsi, ni en zone euro, ni en zone dollar, ni en zone livre sterling, ni en zone yen, un processus démocratique ne peut mettre en oeuvre cette solution, Car dans toutes ces zones, la banque centrale est indépendante du contrôle démocratique. Et c'est cela que l'on appelle pourtant démocratie. Et c'est au nom de cette démocratie que ces mêmes zones monétaires font des guerres. Comprenez vous encore le mobile d'une guerre démocratique?

Pour conclure cette réflexion sur le prêt à intérêt, je vous invite à limiter votre appétit pour l'argent, car on vous contrôle par cela. Vous pouvez, en outre, refuser de l'argent qui ne correspond pas à un travail réel de votre part car cet argent corrompt votre jugement et votre humanité. Soyez conscient qu'avec ce système monétaire super-usurier, seule la force permet qu'on fonctionne avec plus de dettes que d'argent. Sans la force militaire, ce système injuste ne pourra pas perdurer. Offrez à vous, vos frères et soeurs, vos connaissances et le monde en général, la plus grande des richesses: la paix. Une fois la paix sur Terre, la super usure apparaîtra comme incongrue, elle n'aura plus l'usage de la force pour se maintenir et disparaîtra. Surtout n'invertissons pas les choses. Forcer la suppression de la super usure utiliserait la violence et n'amènera jamais la paix. Les super usuriers ne lâcheront pas une telle position de pouvoir. Un conflit leur donnerait l'opportunité de perdurer. Le chemin est aussi important que la destination. La fin ne justifie pas tous les moyens, contrairement à ce que l'industrie du divertissement nous martèle. Si vous voulez agir pour que cette manière de fonctionnement change, réfléchissez à ce que vous voulez entreprendre. Un bon joueur d'échec pense plusieurs coups à l'avance. Voyez les pièces que possède votre adversaire: l'immoralité, le mensonge, la corruption, la violence, la guerre. Toutes se protègent les unes les autres, et en dernier recours la guerre est la pièce maîtresse, le roi et la reine en même temps. Car, vous pouvez obtenir toutes les victoires sur le plan moral, quand vous croirez la victoire finale proche, une bonne guerre viendra tout chambouler et mettre le chaos. Si vous êtes raisonnables, vous avez certaines limites que vous ne franchirez pas. Eux, n'en ont pas. Ils gagneront. Et comme l'histoire est écrite par les vainqueurs, c'est eux qui expliqueront qu'ils sont le salut du monde et à quel point vos positions

sont malsaines. Vous n'aurez pas l'opportunité de dire autre chose et il est même peu probable qu'ils vous laisse la vie. Donc mon conseil avant tout est d'assurer vos arrières tout en faisant tomber ceux de la super usure. Assurer la Paix, menez des initiatives pour que les guerres ne soient plus possibles. Ensuite vous pourrez vous faire face aux autres pièces du jeu: l'immoralité, le mensonge, la corruption, la violence. Quand une pièce prendra conscience qu'elle n'a plus son soutien fiable, elle perdra de son assurance, elle comprendra qu'il faudra assumer les conséquences de ses actes et elle finira par abandonner. Ceci mettra une autre pièce sans protection, qui, à son tour se résignera. Bien sûr, si vous faites vraiment quelque chose d'utile pour la paix, toutes les pièces vous attaqueront, car vous vous en prenez au coeur du système, mais elles ne pourront le faire qu'avec modération si vous restez en paix, pour la paix. Car la paix est le vœux le plus partagé par le reste de l'humanité. Les super usuriers ne l'ignorent pas et ne peuvent pas s'opposer ouvertement et directement à la paix, sinon, tous les pions du jeu feraient front commun avec vous contre eux. Ils seraient alors très vite chassés du jeu. Soyez la paix.

Plus vous serez déterminé à prendre le temps nécessaire pour y arriver, plus cela se concrétisera vite.

Mais, pour cela, il me faut d'autres chapitres pour vous donner quelques éléments pour ne pas vous faire égarer par un système malsain qui a déjà réussi à faire croire à sa "normalité", et même sa "modernité" à presque toute l'humanité.

Pour conclure, des technologies de grandes puissances sont sous le contrôle ou l'influence de groupes d'intérêts qu'aucune éthique morale n'a freinés. Ces gens peuvent et vont un jour déclencher une catastrophe planétaire. La question n'est pas de savoir si cela sera volontaire ou conscient, mais de se rendre compte que c'est inévitable. Si vous laissez jouer des enfants avec une arme chargée, c'est inévitable qu'un jour il y aura un accident grave. Une fois la prise de conscience du péril que représentent ces groupes d'intérêts, pour se libérer de leur influence et de leur contrôle, le moyen est de les priver de la force brute et du chaos. Comprenez-vous que le moyen et la conséquence sont les mêmes? Le chemin et la destination sont les mêmes. Comprenez-vous que la paix est un un besoin et une nécessité? Mais la vraie question où tout va se jouer est: combien sommes nous à le penser?